

La nouvelle procédure d'affectation des praticiens est jugée "surréaliste" par la conférence des présidents de CME de centre hospitalier

PARIS, 14 avril (APM) - La nouvelle procédure d'affectation des praticiens des hôpitaux semble "surréaliste" au président de la conférence des présidents de commission médicale d'établissement (CME) de centre hospitalier (CH), Francis Fellingner.

La nouvelle procédure, actée mercredi par le comité de suivi du relevé de décisions du 31 mars 2005, prévoit que le praticien, déjà nommé dans l'établissement, soit affecté dans un pôle sur proposition du responsable de pôle et du président de CME et que l'affectation locale sera enregistrée par le Centre national de gestion (CNG) en cas d'accord local (cf dépêche APM CBJDD003). La nomination reste ministérielle.

"Nous demandons une grande souplesse dans le temps pour pouvoir intégrer rapidement les nouveaux praticiens", a rappelé Francis Fellingner.

Pour lui, la solution actée par le comité de suivi ne résoudra pas le problème, notamment du fait de la dissociation entre la nomination et l'affectation.

Il déplore la complexité de la nouvelle procédure d'affectation. "En cas d'avis divergents, l'affectation sera prononcée par arrêté du ministre chargé de la santé après avis de la commission statutaire nationale, alors que nous souhaitons créer des commissions régionales de recours", a-t-il expliqué.

Sur la part variable complémentaire de la rémunération, Francis Fellingner indique que la conférence pourrait conseiller aux présidents de CME de "ne pas trop s'engager dans cette démarche pour le moment".

Il craint en effet que l'application de cette mesure à certaines spécialités (chirurgie et psychiatrie) crée des tensions au sein des équipes.

De plus, il affiche une certaine perplexité sur le choix des deux disciplines prioritaires. "Les chirurgiens demandent plutôt une amélioration de l'organisation des blocs opératoires et des conditions d'accueil des patients que de l'argent supplémentaire", a-t-il expliqué.

D'après lui, il aurait été plus utile d'augmenter l'attractivité des professions de pédiatre et de néonatalogiste, qui seront confrontées à de graves problèmes démographiques. De plus, ces deux professions ne peuvent quasiment pas augmenter leurs rémunérations grâce à des consultations libérales, contrairement aux chirurgiens, a-t-il précisé.

Globalement, le président de la conférence regrette que les négociations sur la rénovation du statut des praticiens soient restées sur "une réflexion bureaucratique" et n'aient pas abordé la question de la formation institutionnelle et de la formation médicale continue (FMC), alors que "l'enjeu de l'hôpital public sera de précéder l'innovation et de maintenir sa compétitivité" en garantissant une évolution des compétences de ses personnels.

cb/san/APM polsan

CBJDE003 14/04/2006 17:17 ACTU